

H 3 – La montée de la puissance chinoise depuis 1949.

*La puissance désigne la capacité d'un acteur, généralement un Etat ou un groupe d'Etats, à exercer une influence sur le comportement des autres. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Chine, en tant qu'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, dispose de cette influence. Mais, après la victoire des communistes dans la guerre civile et la proclamation de la **République populaire de Chine** le 1^{er} octobre 1949, la Chine continentale perd son siège de membre permanent au profit de la République nationaliste de Chine (Taiwan) et se trouve totalement isolée. Pourtant, la Chine communiste est, aujourd'hui, perçue comme un acteur incontournable de la scène internationale.*

Comment, de 1949 à aujourd'hui, la puissance chinoise s'est-elle affirmée ?

De 1949 à 1956, la Chine se place dans l'ombre de l'URSS. Puis, de 1956 à 1978, elle tente d'imposer une voie chinoise vers le communisme. Enfin, de 1978 à aujourd'hui, la Chine s'ouvre au monde pour imposer sa puissance.

I. La formation d'une Chine communiste, dans l'ombre du modèle soviétique (1949-1956).

*Mao Zedong proclame, le 1^{er} octobre 1949, la **République populaire de Chine** (RPC) et annonce que « plus jamais les Chinois ne seront un peuple d'esclaves ». Cependant, il doit faire face à une situation intérieure très fragile de laquelle il tente de sortir en copiant le modèle stalinien et en adhérant au bloc soviétique.*

A. Une Chine affaiblie qui tente de se relever...

En 1949, la Chine sort d'une longue guerre civile (1927-1949), seulement interrompue par la guerre avec le Japon (1931-1945). Sa situation économique est catastrophique : des millions d'hectares de terres sont noyées après la destruction des digues et des canaux, le cœur industriel mandchou a été démantelé par les Soviétiques entre 1945 et 1946, les autres régions tournent au ralenti, les moyens de transport sont peu développés ou absents (20 000 km de voies ferrées seulement, flotte marchande partie à Taiwan). La monnaie nationaliste n'a qu'une valeur très limitée en raison de l'inflation et la monnaie communiste n'est pas reconnue hors du pays. Deux millions de Chinois se sont réfugiés à Taiwan et de nombreux réfugiés tentent de regagner leurs régions d'origine. Le départ du pouvoir nationaliste à Taiwan a totalement désorganisé l'administration chinoise ce qui limite les possibilités de réorganisation du pays.

Pour faire face à cette tâche, le Parti Communiste Chinois (PCC) dispose d'un certain nombre d'atouts. Il dispose, tout d'abord, de 4,5 millions de membres encadrés par des dirigeants expérimentés. Ensuite, le PCC peut s'appuyer sur de nombreuses organisations de masse, en particulier l'Armée Populaire de Libération (APL). Enfin, il bénéficie d'une autorité incontestée par la rupture qu'il incarne avec l'ancien régime nationaliste et par l'espoir d'une unification du pays absente depuis 1911. Par contre, leur expérience de la gestion des « zones rouges », essentiellement rurales, n'a pas préparé les communistes à gérer les grands centres urbains et industriels du pays. Ils ne disposent pas, non plus, des outils pour gérer l'administration d'un territoire aussi important et encore moins pour mettre en place une politique étrangère digne d'un Etat.

A partir de 1949, le PCC organise la reconstruction du pays autour du « programme commun » défini en 1939 reposant sur l'alliance des « 4 classes révolutionnaires » (paysans, ouvriers, petite bourgeoisie et « capitalistes nationaux ») afin de créer une « nouvelle démocratie ». Concrètement, une réforme agraire est instaurée en juin 50, prolongeant celle de 1947 dans les « zones libérées ». 47 millions d'hectares sont redistribués à environ 300 millions de paysans toutefois, si les confiscations sont parfois violentes et débouchent sur l'exécution des grands propriétaires, les paysans riches sont ménagés afin de garantir une production alimentaire suffisante. Sur le plan industriel, seules les entreprises étrangères ou appartenant aux proches du pouvoir nationaliste sont nationalisées tandis que les « capitalistes nationaux » se voient simplement imposer un contrôle étatique. Les productions industrielle et agricole progressent, entre 1949 et 1952. La monnaie et les prix se stabilisent. Sur le plan politique, le PCC multiplie les grandes « **campagnes de masse** », comme le mouvement des « trois anti » (anticorruption, anti gaspillage, anti bureaucratie) en 1951 ou des « cinq anti » (3 anti + anti fraude fiscale, contre le vol de propriétés de l'Etat) en 1952, destinées à éliminer les « contre-révolutionnaires ». De 1949 à 1952, entre 800 000 et 3 millions de personnes sont tuées.

De 1949 à 1952, le PCC reconstruit le pays. En 1952, la reconstruction du pays est déclarée achevée et le PCC peut mettre en place le socialisme par l'intermédiaire d'un « programme général de transition vers le socialisme ».

B. ... en copiant le modèle soviétique...

Sur le plan économique, un « **plan quinquennal** » (1953-1957), dont la conception et l'exécution copient le modèle soviétique, accorde la priorité à l'industrie qui absorbe 58% des financements contre 19% pour les transports et 8% pour l'agriculture. Sur le modèle stalinien, les industries lourdes et les grands projets (barrages, complexes sidérurgiques...) sont privilégiés. Le système économique de transition est remplacé par un système socialiste : les entreprises des « capitalistes nationaux » sont nationalisées (40% de secteur privé en 1952, 0 en 1956), les artisans urbains sont regroupés dans des coopératives, les paysans sont contraints de se rassembler dans des coopératives (7% des familles et 8% des terres en 1954, la totalité en 1956), 85% du commerce passe sous le contrôle de l'Etat. L'industrie connaît de réels progrès : la production d'acier passe de 1,35 million de tonnes en 1952 à 5,4 en 1957, celle de charbon est multipliée par 3, la production se diversifie. Par contre, la production agricole s'accroît moins vite que la population (1,5% par an contre 2,6%), entraînant le maintien du rationnement des céréales, des huiles alimentaires et des tissus de coton.

Sur le plan politique, la constitution de 1954 définit le pays comme une **démocratie populaire** reprenant le modèle soviétique. La peuple est à l'origine du pouvoir et élit, au suffrage universel, ses représentants dans les assemblées de cantons qui élisent, à leur tour, les assemblées des sous-préfectures qui élisent les assemblées de province qui élisent l'Assemblée nationale populaire. Cette dernière procède à la nomination d'un comité permanent qui désigne les ministres et élit le président. Cependant, chaque élection s'effectue sur une liste unique constituée par le comité du parti parallèle à l'assemblée élue. Cette dualité entre l'Etat et le PCC assure à ce dernier le contrôle total de la vie politique et de l'action publique. Ainsi, à la tête du parti, le Congrès national élit le Comité Central qui élit, à son tour, le Bureau Politique lequel a autorité sur le gouvernement. Le parti est soumis au principe du **centralisme démocratique** qui impose l'obéissance totale à l'échelon supérieur du parti. De plus, la population est fortement encadrée dès son plus jeune âge à travers des organisations de jeunesse liées au PCC puis ce sont les unités de travail qui prennent le relais. Elles sont compétentes en matière de logement, de nourriture ou d'éducation des enfants. Pour les plus récalcitrants, des camps de rééducation par le travail (le **laogai**) sont mis en place.

A partir de 1952, la Chine adopte le modèle soviétique tant sur le plan économique que politique. Cela se traduit par une soumission politique à l'URSS.

C. ...et en se plaçant dans l'orbite de l'URSS.

Au moment de la proclamation de la RPC, ce nouveau régime n'est reconnu par aucune puissance occidentale mise à part la Grande-Bretagne qui souhaite conserver Hong Kong. Pour les Occidentaux, la Chine légitime reste la Chine nationaliste réfugiée à Taïwan, d'ailleurs c'est elle qui conserve le siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Cet isolement diplomatique et la faiblesse économique du pays (sous-industrialisation, faible production agricole, inflation) obligent Mao Zedong à se tourner vers les autres pays communistes et en particulier l'URSS. En 1950, les deux nations signent un traité « d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle » qui permet à la Chine de recevoir un soutien financier (300 millions de \$) et technique (milliers de techniciens envoyés) de la part de Moscou. Dès lors la Chine sert de relais à l'URSS dans le cadre de la guerre froide : soutien au *Vietminh* pendant la guerre d'Indochine (1946-1954) contre la France, envoi de « volontaires » aux côtés de la Corée du Nord dans le cadre de la guerre de Corée (1950-1953)... En raison de ce positionnement de la Chine, les Etats-Unis mettent en place, en 1954, l'OTASE (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est) comprenant, outre les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Philippines et la Thaïlande.

Tout en s'alliant avec l'URSS, Mao a pour objectif de redonner à la Chine toute sa grandeur et ainsi effacer l'humiliation des traités inégaux imposés au XIX^e siècle par les Etats occidentaux. Pour lui, « l'URSS d'aujourd'hui est la Chine de demain ». En 1950, le Tibet, indépendant depuis 1912, est reconquis. L'URSS rétrocède quelques territoires conquis par la Russie tsariste. La Chine participe aux négociations qui mettent fin aux guerres de Corée et d'Indochine, se présentant comme un partenaire régional incontournable. Beijing doit cependant accepter la perte de la Mongolie sous pression russe et Hong-Kong, Macao ainsi que Taiwan, sous protection occidentale, restent en dehors de la **République populaire de Chine**. Mais, Mao Zedong ne renonce pas au rétablissement de l'unité totale de la Chine. De son côté, Staline se méfie du communisme chinois, plus soucieux de ses intérêts nationaux que de l'unité du bloc communiste. En effet, le communisme chinois présente un ancrage rural rompant avec le discours ouvrieriste russe et s'est construit en opposition avec des ennemis extérieurs (Occidentaux, Japonais, Américains manipulant les nationalistes). Cela se traduit par une vision plus autarcique du communisme à l'opposé de l'universalisme voulu par l'URSS.

Après la victoire du communisme en Chine en 1949, Mao Zedong doit reconstruire le pays et utilise progressivement l'URSS stalinienne comme modèle tant sur le plan politique qu'économique. Cela se traduit, sur le plan international, par une adhésion au bloc communiste. Qu'en est-il après la mort de Staline ?

II. Une voie nationale vers le communisme : la Chine maoïste (1956-1978).

Après la mort de Staline en 1953, l'URSS remet en cause le communisme stalinien. De son côté, Mao cherche à transformer, à travers plusieurs programmes politiques, le communisme chinois et à en faire une référence mondiale.

A. De la « campagne des Cent fleurs » au « **Grand bond en avant** » (1956-65).

A la mort de Staline en 1953, les relations entre la Chine et l'URSS vont se tendre. Tout d'abord, Mao Zedong considère que l'aide fournie par les Soviétiques est insuffisante et a pour objectif de maintenir la Chine dans la dépendance de l'URSS. Ensuite, il rejette la politique révisionniste de déstalinisation menée par Khrouchtchev à partir de 1956, tout particulièrement le rejet du culte de la personnalité car Mao procède de même que Staline. Ainsi, suivant l'exemple de l'URSS, le PCC lance au Printemps 1956 la « campagne des Cent fleurs » destinée à encourager la libre-discussion dans le domaine artistique (« Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ») afin de rallier les intellectuels au régime. Mais, très vite, les discussions s'étendent au champ politique : l'action du PCC est critiquée et le choix du socialisme est même contesté. Les dirigeants communistes chinois répondent par un « mouvement anti-droitier » dénonçant l'action de leurs accusateurs (presse, intellectuels, fonctionnaires, cadres du parti) freinant la mise en place du communisme. Nombre d'entre eux sont envoyés dans les campagnes pour subir une « rééducation par le travail manuel ».

Pour marquer sa différence avec le modèle soviétique, Mao lance, en 1958, le « **Grand bond en avant** » dont l'objectif est le « rattrapage de l'Angleterre en quinze ans ». Pour cela, une économie décentralisée et autocentrée (« compter sur ses propres forces ») se met en place dans 26 000 « **communes populaires** » mêlant industrie et agriculture (« marcher sur ses deux jambes »). Chaque commune s'étend sur environ 4 500 ha et accueille 20 à 30 000 personnes organisées en brigades et équipes de production. Elle vit en quasi autarcie produisant sa nourriture et répondant à ses besoins en biens de consommation par de petites unités de production (« bas-fourneau » », mini centrale hydroélectrique). Sur le plan économique, les premiers résultats sont positifs mais dès l'été 59 débutent « trois années amères » qui conduisent à l'échec du « **Grand bond en avant** », symbolisé par la mort d'environ 26 millions de personnes et 20 millions de déficit de naissance. Cet échec est provoqué par des calamités naturelles (typhons, inondations, sécheresse) mais surtout par des erreurs humaines (défrichements abusifs, inutilité de l'acier des « bas-fourneaux », mauvaise utilisation de la main-d'œuvre...). Sur le plan politique, le « **Grand bond en avant** », voulu comme un « raccourci vers un communisme immédiat » grâce à un collectivisme absolu (repas collectif gratuit, expropriation totale même des ustensiles de cuisine) et comme un symbole de la supériorité de la voie chinoise vers le socialisme qui aurait pu séduire les sociétés rurales du Tiers monde, a largement échoué et n'a fait que renforcer la rupture avec l'URSS.

Dès 1959, les limites du « **Grand bond en avant** » permettent l'émergence d'une ligne gestionnaire ou réaliste, menée par Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, qui réoriente le programme mis en place par Mao Zedong, en renforçant la place des techniciens (« supériorité de l'expert sur le rouge »). La priorité est accordée à la production agricole avec un assouplissement des « **communes populaires** » qui voient leur taille se réduire et où le lopin de terre individuel est réhabilité. En 1964, la Chine retrouve son niveau de 1957. Isolé, Mao Zedong tente de reprendre la main en lançant, en 1962, le « mouvement d'édification socialiste » qui dénonce les « tendances capitalistes spontanées » du courant gestionnaire et l'accuse « d'oublier la lutte des classes ». Le courant gestionnaire reste au pouvoir grâce à sa réussite économique mais Mao peut désormais compter sur le soutien de l'armée, dans laquelle Lin Biao a mis en place un réseau de commissaires politiques indépendants du parti et appartenant au courant maoïste, et sur celui des étudiants, chez qui le *Petit livre rouge* rassemblant, en 1964, les idées de Mao (« bombarder les Etats-majors », « arracher le pouvoir aux cadres pourris du parti ») s'est fortement diffusé.

*En réponse à la déstalinisation russe, Mao lance le « **Grand bond en avant** ». L'échec de ce programme marginalise Mao Zedong qui cherche à reprendre la main par l'intermédiaire de la « **Révolution culturelle prolétarienne** » en 1966.*

B. La « *Révolution culturelle prolétarienne* » (1965-1978).

L'objectif de la « *Révolution culturelle prolétarienne* », lancée en 1966, est d'éliminer le courant gestionnaire afin de lutter contre le « révisionnisme » et de réaliser l'essence du « *Grand bond en avant* ». Mao Zedong s'appuie, pour cela, sur la jeunesse étudiante, organisée en « *gardes rouges* », pour remettre en cause les valeurs traditionnelles et humilier les élites intellectuelles et politiques. De grandes manifestations et des campagnes d'affichage de *dazibaos* (journaux muraux en gros caractères) mobilisent la jeunesse autour de la pensée de Mao. 8 des 11 membres du Bureau Politique du PCC sont éliminés. Les membres récalcitrants du PCC sont contraints à une autocritique et à la déportation (Li Fanwu, gouverneur de Harbin, se voit reproché d'avoir copié la coiffure de Mao...). Près de 30 millions de citoyens sont envoyés à la campagne pour y être rééduqués. Les « *gardes rouges* » cherchent à prendre le contrôle des instances politiques, des entreprises, de l'armée et de la presse. Face à cette surenchère et au risque d'anarchie dans le pays, Mao tente, à partir de 1967, de reprendre le contrôle d'une « Révolution culturelle » qui lui échappe.

Des « comités révolutionnaires », formés de « *gardes rouges* » modérés, de cadres maoïste du parti et de militaires, remplacent les pouvoirs locaux à partir de février 1967. Puis, l'armée, dirigée par Lin Biao, rétablit l'ordre en intégrant une partie des « *gardes rouges* » et en envoyant plus de 18 millions d'étudiants « apprendre des masses » dans les campagnes. En 1969, la « Révolution culturelle » est stabilisée et le PCC se réorganise en accueillant de nombreux militaires (55% du Bureau Politique). La « Révolution culturelle » a stoppé la modernisation du pays (« la politique commande à l'économie, la révolution commande à la production ») et privé celui-ci d'une élite intellectuelle : 8 à 10 millions de morts, 200 millions de Chinois (1/4 de la population) persécutés. Mao, le « grand timonier » bénéficie alors d'un véritable culte de la personnalité, reprenant plus le modèle impérial chinois que le modèle stalinien. Il est un être surnaturel qui triomphe de tous les obstacles. Lin Biao, le « petit timonier », apparaît comme son successeur légitime. Mais, en 1970, Lin Biao veut accélérer la succession en se proposant au poste de Président de la RPC. Mao dénonce alors « l'arrogance et l'autosatisfaction » de l'armée puis s'appuie sur les cadres modérés du parti menés par Zhou Enlai pour se débarrasser de Lin Biao. Ce dernier meurt dans l'accident d'un avion qui devait le conduire en URSS après l'échec d'une tentative de coup d'Etat.

Les militaires voient alors leur influence décroître au profit du retour du courant gestionnaire (« le parti commande au fusil »), dirigé par Zhou Enlai et Deng Xiaoping. Ce dernier réorganise l'économie chinoise en favorisant la rentabilité à l'idéologie. Ce recentrage politique est critiqué par l'extrême-gauche maoïste, incarnée par le « groupe de Shanghai » ou « bande des quatre » qui y voit un « déviationnisme de droite ». Mené par Jiang Qing, l'épouse de Mao, ces radicaux lancent une campagne contre le confucianisme, visant indirectement Zhou Enlai qualifié de « mandarin rouge ». Ce dernier reprend le mot d'ordre du « groupe de Shanghai » tout en le détournant pour viser Lin Biao, dont la « bande des quatre » était proche. Le courant gestionnaire réussit à imposer sa vision mais, en janvier 1976, la mort de Zhou Enlai relance la contestation maoïste. Pour établir un compromis entre les deux courants, le PCC place à sa tête Hua Guofeng mais cela ne stoppe pas la campagne contre les « déviationnistes de droite ». Deng Xiaoping est écarté en avril 76 laissant entrevoir la défaite des gestionnaires. Le 9 septembre 1976, Mao Zedong décède et la « bande des quatre » tente de prendre le pouvoir afin de maintenir l'héritage maoïste. Ce à quoi Hua Guofeng répond par l'arrestation de la « bande des quatre » pour « complot contre le pouvoir », le 5 octobre 1976. Désormais seul à la tête du pays, il veut imposer un *maoïsme* modéré mais, en raison de la faiblesse de ses soutiens, Hua Guofeng est progressivement écarté du pouvoir par Zhou Enlai après d'importantes manifestations et campagnes de *dazibaos*. Finalement, c'est la ligne gestionnaire qui s'impose mettant fin officiellement à la « révolution culturelle » en août 1977. Le nouveau pouvoir décide d'abandonner la « théorie de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat » considérant que la lutte des classes est dépassée puisque les classes exploiteuses ont été éliminées. Mao est rendu responsable (« 30% d'erreurs ») des nombreux excès commis lors du « *Grand bond en avant* » et de la « Révolution culturelle ».

En 1966, Mao Zedong lance la « Révolution culturelle » pour reprendre le contrôle du parti. Mais, il décède en 1976 laissant la ligne gestionnaire s'imposer à la tête de la Chine. Comment l'action de Mao se traduit-elle sur la politique étrangère de la Chine pendant cette période ?

C. La Chine sort progressivement de l'isolement.

En soutenant le *Vietminh* lors de la guerre d'Indochine, la Chine s'est présentée comme un allié pour les pays souhaitant accéder à l'indépendance d'autant qu'elle dénonce les visées impérialistes de l'URSS. Elle est ainsi présente, en 1955, à la conférence de Bandung et multiplie les aides technique et militaire aux pays du Tiers-Monde en Asie, en Afrique et en Amérique latine. La Chine cherche à confisquer le « non-alignement »

pour en faire un outil de puissance. Le succès chinois reste limité : quelques nations s'allient à la Chine (Somalie, Guinée, Khmers rouges au Cambodge), seule la Tanzanie cherche à appliquer concrètement le **maoïsme** et quelques mouvements révolutionnaires maoïstes se développent dans le monde (Parti communiste du Népal, Sentier lumineux au Pérou, Nouvelle armée du peuple aux Philippines, Parti communiste d'Inde...). La répression d'une révolte tibétaine en 1959 fait monter la tension avec l'Inde et aboutit à une guerre sino-indienne en 1962. La Chine se rapproche alors du Pakistan, pourtant allié aux Etats-Unis, contre l'Inde prosoviétique, ce qui rompt avec l'idéal du neutralisme de Bandung. La volonté de Mao de rompre avec l'URSS se manifeste sur le plan de la politique extérieure car la Chine s'oppose à l'abandon de la lutte contre le camp impérialiste, conséquence de la « coexistence pacifique ». Lors de sa visite en septembre 1959, pour le 10^e anniversaire de la Révolution chinoise, Khrouchtchev n'apporte pas son soutien au « **Grand bond en avant** ». Mao accuse, de son côté, Khrouchtchev de trahison après le retrait des missiles de Cuba et le refus soviétique de transmettre la bombe nucléaire en 1962. L'URSS stoppe alors son aide économique et rapatrie ses experts. En critiquant l'action de Khrouchtchev, la Chine cherche à devenir la « nation phare du communisme » mais, mis à part l'Albanie qui adopte le **maoïsme**, aucune nation du bloc soviétique ne s'allie à la Chine. Enfin, en Occident, certaines nations reconnaissent l'existence de la Chine (France gaullienne, par exemple, en 1964 avec qui elle partage le rejet de la bipolarisation) et le **maoïsme** connaît un certain succès auprès des intellectuels, des étudiants et des mouvances anticapitalistes déçus par le stalinisme, comme le traduit la diffusion du *Petit livre rouge* rassemblant des citations de Mao. Cependant, cet intérêt n'est permis que par une intense propagande chinoise et par la censure des nombreux échecs et excès du **maoïsme**.

La « Révolution culturelle » isole diplomatiquement la Chine qui dénonce à la fois « l'impérialisme yankee » et le « social-impérialisme soviétique ». En août 1967, les « **gardes rouges** » mettent à sac l'ambassade britannique de Beijing mais, en dehors de son territoire, la Chine est peu active face aux Etats-Unis. Ainsi, son soutien au Vietnam du Nord est beaucoup plus limité que celui apporté à la Corée du Nord. Par contre, les relations continuent à se tendre avec l'URSS ce qui débouche sur une guerre en 1969, sur le fleuve Amour. Bien que ce conflit tourne à l'avantage de l'URSS, il manifeste les ambitions nationalistes (« lutte contre les nouveaux tsars ») et internationales (bombe H en 1967, premier satellite artificiel en avril 1970, URSS présentée comme « l'ennemi principal ») de la Chine.

Le retour au pouvoir des gestionnaires permet le choix d'une politique de détente avec le monde capitaliste qui permettrait de rompre l'isolement de la Chine (liens diplomatiques rétablis en 1970 avec le Canada, l'Italie et la Yougoslavie). Dans le même temps, les Etats-Unis, voulant mettre fin à la guerre du Vietnam sans pour autant que leur retrait profite à l'URSS, entament des négociations avec la Chine. En 1971, des sportifs américains effectuent une tournée en Chine (cf. *Forrest Gump*, « **diplomatie du ping-pong** ») et, en octobre 1971, la **République populaire de Chine** adhère à l'ONU en tant que membre permanent à la place de la République Nationaliste de Taiwan. En 1972, le président américain Nixon se rend en visite en Chine et, en 1978, les Etats-Unis reconnaissent officiellement l'existence de la Chine communiste. Cette évolution de la politique étrangère de la Chine apparaît comme une entorse à l'anti-impérialisme prôné par la Chine mais traduit à un certain pragmatisme. Grâce au développement de ses relations avec l'Occident (relations diplomatiques avec la Nouvelle-Zélande en 1971 ou avec la RFA en 1972), la Chine apparaît comme une puissance régionale reconnue même si, en 1979, son allié régionale, les Khmers rouges du Cambodge sont renversés par le Vietnam, allié à l'URSS, provoquant une courte guerre entre le Vietnam et la Chine. De plus, la Chine ne renonce pas à devenir le leader du Tiers-Monde en se présentant, à l'ONU, non comme une superpuissance en raison de son statut de membre permanent mais comme un pays pauvre. De même, en 1974, Deng Xiaoping présente, à la tribune de l'ONU, sa **théorie des « trois mondes »** : celui des Etats-Unis et de l'URSS, celui des autres pays développés (pays européens, Japon et Canada) et celui formé par l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine dont la Chine doit prendre la tête. Cela se traduit par l'établissement de relations diplomatiques avec des pays ne reconnaissant que Taiwan comme l'Iran, la Turquie, le Chili, le Mexique, l'Argentine...

*Après la mort de Staline, Mao Zedong rompt avec l'URSS et tente de développer un modèle communiste chinois grâce au « **Grand bond en avant** » et à la « **Révolution culturelle prolétarienne** ». Mao cherche ainsi à étendre son influence dans le bloc communiste, dans les pays du Tiers-monde et dans les démocraties occidentales. Cependant, l'échec de sa politique intérieure conduit à une ouverture de la Chine sur le monde.*

III. Depuis 1978, la Chine s'ouvre au monde pour s'imposer comme une grande puissance.

Après la mort de Mao et l'arrivée au pouvoir du courant gestionnaire, l'économie chinoise s'ouvre au monde lui permettant de devenir une grande puissance économique et de renforcer son rôle sur le plan international.

A. Le modèle de Deng Xiaoping : l'essor grâce à l'ouverture économique.

Arrivé au pouvoir en 1978, Deng Xiaoping souhaite effacer les effets désastreux du « **Grand bond en avant** » et de la « Révolution culturelle » pour rattraper le retard de la Chine vis-à-vis des pays développés. Pour cela, il s'inspire du modèle de développement des « Dragons asiatiques » (Corée du Sud, Hong Kong ou Taïwan) basé sur l'exportation. La Chine doit donc s'ouvrir sur le monde rompant avec l'autarcie de Mao Zedong. Deng Xiaoping lance donc les « **quatre modernisations** » (agriculture, industrie, recherche et défense) qui repose sur un « système de responsabilité ». Les terres agricoles sont décollectivisées sonnant le glas des « **communes populaires** », les agriculteurs travaillent librement sur leurs terres mais ne les possèdent pas. Le profit est réhabilité : « qui travaille plus, doit gagner plus ». Un secteur privé est restauré pour prendre en charge l'industrie légère et les entreprises d'Etat deviennent autonomes. Le contrôle administratif sur l'économie est progressivement desserré.

Surtout, la Chine s'ouvre aux investissements étrangers, en copiant le modèle des zones franches des « Dragons asiatiques ». En 1980, sont créées quatre Zones Economiques Spéciales (ZES) pour attirer les technologies et les capitaux étrangers. En 1984, ce sont quatorze villes côtières qui s'ouvrent au monde. Les entreprises étrangères sont attirées par les avantages fiscaux proposés mais aussi par la nombreuse main-d'œuvre peu coûteuse et par l'important marché en devenir qu'est la Chine. La Chine devient dès lors « l'usine du monde ». Pour conserver une loyauté de façade avec le **maoïsme**, l'Etat conserve un rôle important et les investissements étrangers ne peuvent se faire que dans le cadre de *joint ventures* ou co-entreprises. Les attentes de la population chinoise d'une cinquième modernisation ralentissent les évolutions économiques. Il faut ainsi attendre en 1992 pour que soit annoncée la mise en place d'une « **économie socialiste de marché** », combinant l'économie socialiste et les règles du marché. L'autofinancement et les prêts bancaires doivent prendre la place des subventions d'Etat. Les prix sont libéralisés, l'emploi à vie est supprimé, les sociétés par action sont autorisées. La transformation économique de la Chine a aussi pour objectif de répondre au défi démographique : la population du pays a doublé depuis 1949. Il faut à la fois améliorer les conditions de vie des habitants mais aussi stopper cette croissance démographique par une politique antinataliste (politique de l'enfant unique), dès 1979.

Après 1978, l'orientation économique de la Chine change totalement avec une ouverture progressive vers l'Occident. Ce changement économique sera-t-il efficace ?

B. Une puissance économique majeure mais source d'inégalités.

L'orientation économique choisie par Deng Xiaoping permet à la Chine de devenir la deuxième puissance économique mondiale, devant le Japon et derrière les Etats-Unis, en 2010 voire la première puissance mondiale en 2014-2015. Cette progression s'explique par un taux de croissance annuel d'environ 10%, de 1987 à 1997. En vingt ans, la part de la Chine dans le commerce mondial a quintuplé faisant d'elle, en 2011, le premier exportateur et le deuxième importateur mondial. Les excédents commerciaux ainsi dégagés offrent d'importantes réserves de change à la Chine qui devient alors le créancier du monde (1^{er} détenteur de bons du Trésor américain, par exemple). Les ports chinois s'accaparent les premiers rangs mondiaux. Sa puissance lui permet d'intégrer les grandes organisations internationales et d'y jouer un rôle croissant : adhésion à la Banque mondiale et au FMI en 1980, à l'OMC en 2001.

Les réformes de Deng Xiaoping ont permis une élévation du niveau moyen de la population. Cependant, les inégalités se creusent entre les régions du territoire chinois et entre les différentes classes sociales. La Chine littorale est le cœur du développement chinois, elle rassemble 37 % de la population totale et ne constitue que 12% du territoire. Mais, elle produit 59 % du PIB et attirent 88 % des IDE. La Chine intérieure qui désigne les provinces centrales, à l'est du Sichuan forme 25 % du territoire et accueille 43 % de la population chinoise. Elle produit 34 % du PIB et attire 11 % des IDE. La Chine de l'Ouest est, elle, largement exclue du développement malgré des richesses minérales importantes. Elle forme 56 % du territoire mais n'accueille que 11% de la population. La région ne produit que 7 % du PIB et n'attire que 1% des IDE. Ces inégalités régionales se doublent de profondes inégalités sociales. Les 10% les plus riches (« nouveaux entrepreneurs », « directeurs

rouges ») de la population chinoise concentrent 33% de la richesse contre seulement 1,8 % pour les 10% les plus pauvres. 35% de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, 130 millions de Chinois vivent avec moins de 1 dollar par jour. Le PIB par habitant se limite à 6 911 \$ (11 962 en PPA), l'IDH est de 0,699 à peine au dessus de la moyenne mondiale (0,694). On voit ainsi apparaître une Chine à deux vitesses. Tandis que la bourgeoisie d'affaires et les classes moyennes s'enrichissent et s'occidentalisent, bénéficiant à plein de l'ouverture économique, l'essentiel de la population en est exclue. Ainsi, les populations rurales vivent dans des conditions de plus en plus difficiles (90 % des familles les plus pauvres à la campagne) favorisant l'exode rural malgré l'opposition des autorités (problème des *mingongs*, paysans ayant émigré en ville illégalement). Mais, ces populations qui vont chercher, en ville et sur le littoral, du travail ne trouvent pas nécessairement d'emplois (chaque année 8 à 9 millions d'emplois créés contre 50 millions nécessaires) ce qui fragilise encore plus leur situation et permet l'exploitation des ces personnes (le « peuple du travail » : salaires misérables, 10 à 12 h quotidiennes, insécurité de l'emploi). En effet, le chômage atteint un niveau relativement important (5% officiellement, 15 à 20 % en réalité).

L'ouverture économique chinoise a fait de ce pays la deuxième puissance économique mondiale. Cependant, d'importantes inégalités sociales persistent et se pose la question de l'évolution politique du pays en parallèle à son évolution économique

C. Un pouvoir qui reste autoritaire et s'affirme sur le plan international.

Les réformes économiques entreprises à partir de 1978 suscitent des aspirations démocratiques, au nom d'une « *cinquième modernisation* ». Un premier « printemps de Beijing » est réprimé en novembre 1979. Deng Xiaoping propose quelques évolutions en 1989 mais les intellectuels réformateurs menés par Fang Lizhi, le « Sakharov chinois », réclament toujours « plus de liberté et de démocratie ». Encouragés par la *glasnost* de Gorbatchev, les étudiants réclament une libéralisation du régime en mai 1989, 70 ans après le mouvement du 4 mai 1919 et 200 ans après la Révolution Française. Dans la nuit du 3 au 4 juin, les chars dispersent les manifestants faisant entre 400 et 3 000 morts. Les dirigeants de ce second « printemps de Beijing » sont emprisonnés ou exilés. Cette répression est sévèrement critiquée par les puissances étrangères et l'ONU vote un embargo sur les ventes d'armes à la Chine. Mais, le pouvoir chinois ne tient pas compte des pressions internationales car, pour lui, l'échec de Gorbatchev vient de sa volonté de mener de front libéralisation économique et libéralisation politique. Après la mort de Deng Xiaoping en février 1997, aucun changement politique n'a lieu. Jiang Zemin, partisan de la répression de 1989, lui succède. Le parti communiste, fort de plus de 70 millions de membres, continue de présider aux destinées du pays et d'assurer le contrôle des médias et des dissidents (campagnes contre la « pollution spirituelle » en 1983 ou contre « la littérature polluante » en 1985) dans une « société en liberté surveillée ». Cependant, compte tenu de l'évolution économique du pays, le nationalisme remplace de plus en plus le socialisme. Ainsi, en 1997, Hong Kong est rétrocédé par la Grande-Bretagne et, en 1999, c'est au tour de Macao mettant fin, d'une certaine façon, aux traités inégaux. De même, toute volonté d'autonomie au Tibet est réprimée au nom de l'unité territoriale du pays. La libéralisation économique provoque, certes, le développement des inégalités, une forte inflation, la corruption des autorités et les négligences en matières sanitaire et environnementale. Mais, les protestations sont contenues en combinant des promesses de prospérité future et la répression (condamnation des responsables de la Charte 08 en 2008).

Sur le plan régional, la Chine cherche à s'imposer comme une puissance régionale. Ainsi, elle défend ses intérêts au sein d'alliances régionales comme l'*Organisation de coopération de Shanghai* ou l'*ASEAN+3* (Chine, Japon, Corée du Sud). De même, au nom de la stabilité régionale, elle soutient le régime nord-coréen mais de façon plus limitée. L'affirmation de sa puissance développe certaines tensions avec Taiwan qu'elle considère toujours comme un territoire chinois ou avec le Japon au nom d'une éventuelle revanche de la guerre sino-japonaise de 1937-1945. Ces tensions se manifestent à travers les litiges portant sur les frontières maritimes en mer de Chine. Pour Taïwan, en raison du soutien américain, la Chine a renoncé à un rattachement par la force, malgré des manœuvres militaires régulières, mais compte sur le temps et l'intensification des échanges pour rendre Taïwan dépendante. La modération du déroulement des rétrocessions de Hong Kong et Macao (« un pays, deux systèmes ») peut servir de modèle. Après la chute de l'URSS en 1991, Jiang Zemin et Boris Eltsine signent un accord de bon voisinage en 1996.

Sur le plan international, la Chine veut aussi s'affirmer comme une grande puissance. Ainsi, puissance nucléaire depuis 1964, elle est devenue une puissance spatiale en 2003. L'armée chinoise se modernise à marche forcée : elle dispose de 2,7 millions de soldats et du 2^e budget militaire mondial (15,9 milliards de dollars en 1989 contre 166 en 2012, 9,50% des dépenses mondiales contre 38,90% pour les Etats-Unis avec 682 milliards de dollars en 2012). La Chine suscite ainsi la méfiance des Etats-Unis qui dénoncent dans un rapport

du ministère de la Défense de 2005 la « menace chinoise ». Cependant, la Chine a besoin des autres nations pour poursuivre son développement économique et ces nations ont besoin de la Chine, quitte à modérer la question des droits de l'Homme. Par exemple, les sanctions imposées en 1989 sont rapidement abandonnées par les pays Occidentaux. Dès 1990, les relations commerciales reprennent avec l'UE et, en 1994, les Etats-Unis renouvellent à la Chine la clause de « nation la plus favorisée ». De son côté, la Chine cherche à rassurer en développant surtout une influence économique et culturelle. Dans ce but, le nouveau *plan quinquennal* d'octobre 2010 comprend le doublement du nombre d'instituts Confucius dans le monde. L'ancienneté de la civilisation est largement mise en avant : par exemple, Confucius qui a vécu vers 500 avant Jésus-Christ défend les valeurs de la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789. La Chine a obtenu l'organisation des Jeux Olympiques en 2008 et de l'exposition universelle en 2010. De même, elle investit massivement en Afrique, en Amérique latine et en Océanie pour favoriser le développement des pays de ces régions mais aussi pour sécuriser ses approvisionnements, faisant, par la même reculer, les influences européenne et américaine dans ces régions (3^e partenaire commercial de l'Amérique latine, 1^{er} partenaire commercial du Brésil). Face aux autres grandes puissances, la Chine cherche à traiter d'égal à égal. En 2001, Jiang Zemin et Vladimir Poutine signe un accord de coopération et d'amitié afin de maintenir « l'équilibre stratégique mondial ». Après les attentats du 11 septembre, la Chine apporte son soutien à la lutte anti-terroriste, débouchant sur une visite de G. W. Bush à Beijing en février 2002. Par contre, lors du débat sur la guerre d'Irak de 2003, la Chine reste en retrait ce qui montre les limites de la puissance chinoise. C'est à partir de 2008 et de la crise financière que la Chine s'impose définitivement comme un acteur majeur des relations internationales, par exemple lors du sommet de Copenhague de 2009 où Hu Jintao et Barack Obama ont largement décidé du contenu de l'accord final. En 30 ans, la Chine s'est imposée sur la scène diplomatique internationale, de préférence, par le biais de relations bilatérales mais aussi en participant aux grandes instances mondiales (ONU, G20). Si la Chine défend le multilatéralisme, par exemple en participant à des opérations de maintien de la paix de l'ONU, elle s'oppose à une trop forte ingérence et poursuit une politique de sécurisation de ses zones d'approvisionnement en préparation d'un choc avec les Etats-Unis.

En 1945, la Chine est reconnue comme une grande puissance. Mais, la mise en place du régime communiste remet en cause ce statut par la soumission à l'URSS, de 1949 à 1956. Puis, Mao Zedong rompt avec le modèle soviétique et tente de redonner à la Chine un rôle politique international. Après la mort de Mao et grâce à l'ouverture économique menée à partir de Deng Xiaoping, la Chine acquiert un statut de grande puissance économique et financière ce qui lui permet de soutenir ses volontés de puissance politique.

La Chine se positionne comme un interlocuteur privilégié des Etats-Unis mais sa puissance reste limitée par de nombreuses faiblesses internes (inégalités sociales, démographies, absence de démocraties) comme externes (puissance militaire relative, influence extérieure faible). Cette différence face aux Etats-Unis qui sont une puissance complète s'explique-t-elle par une affirmation différente de la puissance américaine ?